

FICHE D'INFORMATION

OIM GABON 16 April 2024

APERÇU DE LA SITUATION DE LA TRAITE DES PERSONNES AU GABON

Le Gabon est parti à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2004 et au Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants en 2010. Il est par ailleurs parti ou signataire de nombreux instruments internationaux, régionaux et communautaires qui interdisent toutes formes de traite et garantissent la dignité des personnes.

FTAT DESCRIEUX DE LA TRAITE DES PERSONNES AU GABON

Les principales données sur la traite des personnes

Au Gabon, la plupart des cas de traite sont détectés à Libreville qui est la capitale politique du Gabon et à Port-Gentil, la capitale économique. Ces données ont été collectées par l'OIM auprès de la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration (DGDI), du Ministère de la Justice par l'entremise de la Direction Générale des Droits de l'Homme, du Ministère du Travail et des OSC Arc-en-ciel et SIFOS, présents dans le rapport « Collecte de Données Sur la Traite des Personnes », OIM Gabon 2022.

Des victimes essentiellement jeunes et d'origine étrangère :

- Les filles (42,86%) et les garçons (35,27%) représentaient, en 2022, les cas de traite des personnes les plus recensés au Gabon. Les adultes sont à 21,87% de ces cas dont 16,07% des hommes et 5,80% des femmes
- Les victimes déclarées sont essentiellement des étrangers venant des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Mais la traite des personnes concerne aussi les victimes gabonaises même si ces cas sont peu documentés.
- Les principales formes de traite des personnes que l'on retrouve au Gabon sont le travail forcé qui intègre la servitude domestique, l'exploitation commerciale et l'exploitation sexuelle. A ces formes de traite, on observe aussi la mendicité qui concerne particulièrement les enfants.
- La pauvreté/précarité est le facteur central de vulnérabilité qui justifie l'exploitation des victimes par leurs bourreaux. A ce facteur, on note également les facteurs socio-culturels, l'instabilité politique et les conflits militaires ainsi que les risques sécuritaires qui sévissent dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale tels que la RDC, la République





Centrafricaine, le Cameroun, le Nigéria, etc.

• La majorité des auteurs de traite sont des femmes. En effet, 61% des auteurs de traite identifiés en 2021 sont des femmes contre 39% d'hommes. Sur l'ensemble des auteurs, 17% sont d'origine gabonaise et la majorité, 61% sont issus du Togo.

Pour plus d'information sur ce dossier veuillez contacter : oimgabon@iom.int.

Les opinions exprimées dans ce dossier ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation du matériel tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'OIM concernant le statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.



